

## **PROJET DE PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 25 MAI 2018**

### **Associations présentes et représentées :**

**Alsace :** ARSEA 67, Oberholz 67, Themis 67 - **Aquitaine :** AGEP 33, Institut Don Bosco 33, OREAG 33 - **Auvergne :** ADSEA 03 – **Basse Normandie :** AAJB 14, ACSEA 14 – **Bourgogne :** ADSEA 58 – **Bretagne :** ASEA 29, SEA 35, Sauvegarde 56 – **Centre :** ADIASEAA 36– **Champagne Ardenne :** AASEA 10, ASAES 51 – **Franche Comté :** AHSSEA 70 – **Guadeloupe :** AGSEA 97, APISEG 97 – **Haute Normandie :** Les Nids 76 – **Ile-de-France :** Cithéa 75, Enfant Présent 75, Insertion et Alternatives 75, Olga Spitzer 75, SEAY 78\*, FFBS 91, DIMO L'Essor 92, HEVEA 95 – **La Réunion :** AAPEJ 97 – **Languedoc-Roussillon :** APEA 34, ACTIF 34, CSEB 34, ADPEP 66, L'Enfance Catalane 66 - **Limousin :** ASEA 19, ADPPJ 87, ALSEA 87 – **Lorraine :** REALISE 54, AMSEAA 55, CMSEA 57, AVSEA 88 – **Martinique :** AMSEA 97 – **Midi-Pyrénées :** ADSEA 09, ADES Europe 09, Sauvegarde 31, AEP La Landelle 81, SEA 82 - **Nord-Pas-de-Calais :** AAE 59, ALEFPA 59, ADNSEA 59\*, ABCD 62 – **Pays de la Loire :** LINKIAA 44, ASEA 49\*, SMS 72, AREAMS 85 – **Picardie :** ADSEAO 60 – **Poitou-Charente :** ADSEA 17, Nouvel Horizon 86, ADSEA 86 – **Provence-Alpes-Côte d'Azur :** ADSEA 04, Sauvegarde 13, ADVSEA 84 – **Rhône-Alpes :** ADSEA 01, ADSEA 07, SEA 26, CODASE 38, ADSEA 42, ADSEA 69\*, SLEA 69.

*\* L'association est présente à l'assemblée générale mais sans droit de vote (cotisation 2017 en deçà du barème).*

### **Mouvements et groupements présents :**

AdessaDomicile, ANPAEJ, ANPF, CNAEMO, CNDPF, FENAAH, FN3S, FNCP, FNLV, UNAPP.

### **Association nationale d'usagers présente :**

ATD Quart Monde.

### **Adhérents individuels présents ou représentés :**

M. ANDRIEUX, Mme BERNARD, M. BOUQUIN, Mme GAUTHIER, M. GAUTHIER, Mme JUNG, M. MARCISSET, Mme MARTIN-BLACHAIS, M. ORIENT, M. VILLANNE, M. WUSTNER, M. YASSEF.

Chaque membre est porteur d'une voix.

Nombre de membres de l'assemblée générale : 124 associations, 11 mouvements, 1 association d'usagers et 22 adhérents individuels

Nombre d'adhérents présents et représentés avec droit de vote : 65 associations, 10 mouvements, 1 association d'usagers et 12 adhérents individuels

Nombre total de voix : 88

Majorité absolue : 45 voix

Mme BIGOT, présidente de la CNAPE, ouvre la séance et remercie de leur présence la présidente, le secrétaire général et la directrice générale de la Sauvegarde de Guadeloupe, le président de l'APISEG de Guadeloupe, la présidente de la Sauvegarde de Martinique, le président de L'AAPEJ de La Réunion.

Mme BIGOT présente l'ordre du jour et rappelle les modalités de vote en assemblée générale. Elle ajoute qu'en fin de matinée se dérouleront la présentation par Geneviève AVENARD, Défenseuse des enfants, des résultats du concours national de dessin organisé par la CNAPE, la présentation de

l'exposition itinérante sur l'histoire de la CNAPE et une déclaration préparée par les mouvements adhérents. Un exposé relatif à la nouvelle réglementation sur les représentants d'intérêts sera, par ailleurs, fait à l'issue de l'assemblée générale par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

Une présentation du vote par boîtier électronique (distribué à l'émargement) est faite par le prestataire et des votes tests sont réalisés pour valider leur bonne utilisation par l'assemblée.

## **I- APPROBATION DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MAI 2017**

Mme BIGOT informe les membres que le projet de procès verbal a été adressé à tous les adhérents, préalablement à la tenue de l'assemblée générale.

Le projet de procès verbal n'appelant aucune remarque particulière, Mme BIGOT soumet au vote la résolution n°1 :

*« L'assemblée générale adopte le procès verbal de l'assemblée générale du 24 mai 2017. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 81      Contre : 0      Abstention : 1**

**La résolution n°1 est adoptée.**

## **II- PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE ET DU RAPPORT MORAL 2017**

Mme QUIRIAU, directrice générale de la CNAPE, présente le rapport d'activité 2017. Celui-ci a été adressé à tous les membres dans le dossier, préalablement à la tenue de l'assemblée générale.

Mme QUIRIAU articule sa présentation du rapport d'activité autour du plan suivant :

### **La CNAPE en 2017, entre continuité et changement**

- Les composantes de la CNAPE

(adhérents, administrateurs, délégations régionales, commissions thématiques, équipe du siège)

### **La continuité**

- L'implication de la CNAPE dans les politiques publiques

(axe 1 du projet stratégique, rôle dans les politiques publiques nationales et accompagnement de leur mise en œuvre dans les territoires)

- La protection de l'enfance

(loi 2016 relative à la protection de l'enfant : présentations sur les territoires, document pédagogique, contribution à la démarche de consensus sur les besoins fondamentaux de l'enfant et déclinaison opérationnelle, rapport sur le bien-être des enfants / Mineurs non accompagnés : groupe de travail dédié, participation au comité national de suivi du dispositif, groupe de travail DGCS, rédaction d'un rapport, travail commun avec la FAS / Prévention spécialisée : groupe de travail dédié, colloque annuel, travail commun avec le CNLAPS / Jeunes majeurs sortant de la protection de l'enfance : le cadre de la loi de 2016 / Mesure judiciaire d'investigation éducative : la question du ratio fratrie)

- La politique pénale mineurs

(effectifs CEF et CER, commissions et groupes de travail, charte qualité relative aux CEF, réflexion sur le devenir des CER, réflexion sur la justice restaurative)

- La politique publique relative au handicap

(accès au droit commun et réponses spécialisées, CNAPE référente de l'évaluation de l'application de l'article 7 de la CDPH à l'occasion de l'élaboration du rapport alternatif, assises nationales de la protection juridique des majeurs, outil de communication positive sur la protection juridique des majeurs)

- Les politiques publiques et les associations  
(réponses aux nombreuses questions juridiques, la participation des personnes accompagnées, le développement du bénévolat, régularisation de la situation administrative des ESSMS non autorisés, crédit d'impôt recherche, TVA à taux réduit pour les travaux des biens immobiliers)
- L'implication de la CNAPE à l'égard des politiques européennes  
(tête de réseau national auprès d'EuroChild, la pauvreté des enfants)
- La représentation de la CNAPE dans des instances nationales  
(ANESM, CNOSS, CNPE, HCFEA, HCTS)
- La représentation de la CNAPE dans des instances territoriales  
(les délégués régionaux, DIRPJJ, ARS, CRSA, conférences de territoire, commissions de sélection d'appel à projets)
- Les collaborations avec des acteurs associatifs  
(groupe d'appui, groupe maltraitance des enfants, commission Nexem, Club ASE IDEAL Connaissances, FAS, CNLAPS, SOSVE, AEDE, Solidel, SOLIHA, AMF, Fonda)
- La plateforme politique de la CNAPE portée lors des élections 2017  
(7 propositions)

## **Le changement**

- Une parole sur tous les sujets concernant l'enfance et la jeunesse  
(conformité avec l'intitulé CNAPE, travaux prospectifs CNAPE-Nexem sur le bien-être, approche globale de l'enfant)
- Les travaux de la CNAPE dans la transversalité  
(transversalité des commissions nationales : délinquance et handicap, prévention de la radicalisation et prise en charge des jeunes et des familles, besoins fondamentaux de l'enfant)
- Une relation renouvelée avec les délégués régionaux et les adhérents  
(poste dédié à l'animation des territoires, réorganisation de la relation entre le siège et les délégués régionaux)
- L'engagement dans la recherche en lien avec les adhérents  
(axe 3 du projet stratégique, recherche sur l'orphelinage et la protection de l'enfance, recherche-action sur la coéducation et la prise en compte des ressources des parents et de leur entourage en protection de l'enfance, recherche de doctorat sur l'exercice de la démocratie lors des assemblées générales associatives)
- La concrétisation de la stratégie de communication  
(nouvelle identité visuelle, nouveau site internet, développement des relations avec les médias)
- L'adaptation des statuts de la CNAPE  
(apporter souplesse et cohésion au fonctionnement de la fédération notamment territorial, ouvrir l'adhésion à d'autres formes juridiques sans but lucratif œuvrant dans le même champ)
- Quelles perspectives pour 2018 ?  
(poursuivre les chantiers, relever le défi du développement de la CNAPE)

Mme BIGOT remercie MME QUIRIAU et présente le rapport moral 2017 de la CNAPE :

« Il m'appartient de vous présenter le rapport moral d'une année de présidence. Que représente-t-elle au regard des 70 ans de notre fédération ?

*J'y reviendrai bien évidemment, mais je vous propose de nous arrêter préalablement sur ce passé qui forge notre présent.*

*Notre fédération est née de la générosité sociale, un peu contrainte par les circonstances certes, de l'après-guerre, dans le mouvement initié par Marc Ancel, magistrat, dit de « la défense sociale nouvelle », d'humanisation de la justice pénale autour de la réadaptation sociale du délinquant mais aussi à la suite de la promulgation de l'ordonnance du 2 février 1945, acte de naissance du juge des enfants, qui signe l'engagement de la France dans une nouvelle défense de l'enfant, y compris en conflit avec la loi.*

*Les années de l'après-guerre vont amener à une prise de conscience de la nécessité de plus de bienveillance et de respect dans la prise en charge de l'enfance alors appelée « malheureuse », des personnes souffrant d'un handicap physique ou mental, en bref, de tous les exclus : les droits de l'homme vont les concerner.*

*L'ampleur de la tâche, mais aussi la tradition installée d'une prise en charge par les associations caritatives ont contraint l'État à recourir au secteur privé, que l'on va habiliter à cet effet.*

*C'est ainsi que de nombreuses associations caritatives, d'obédience religieuse ou laïque, se sont engagées auprès d'une jeunesse malmenée par son environnement familial et/ou social.*

*De leur regroupement au niveau national est issue notre fédération, de l'UNARSEA (Union Nationale des Associations Régionales pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence) à l'AFSEA (Association Française pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence) à l'UNASEA (Union Nationale des Associations de Sauvegardes de l'Enfance, l'Adolescence et des Adultes) à la CNAPE.*

*L'objectif de notre fédération a toujours été constant : permettre à chaque enfant de trouver un environnement qui lui offre de grandir et de connaître un avenir meilleur.*

*Nous aurons l'occasion de nous souvenir, tout au long de l'année, et singulièrement le 16 novembre, d'évoquer les combats, les engagements des professionnels et des bénévoles pour faire advenir une société protectrice de l'enfance.*

*Notre fédération a évidemment suivi l'évolution de la pensée universelle face à l'enfant, et, j'ose le croire, l'a souvent précédée sur le territoire français : lui offrir un toit, et une éducation permettant l'insertion professionnelle et sociale, certes, mais la reconnaissance de ses droits, puis de son bien-être s'est imposée progressivement.*

*Si le regard porté ainsi conduit à une certaine satisfaction, une analyse plus fine n'est pas exempte de critiques et d'inquiétudes.*

*C'est ainsi que je vais m'autoriser modestement à tenter d'apporter une contribution plus personnelle à l'ambition que je souhaite voir portée par la CNAPE.*

*Nous avons entendu le bilan des activités de 2017, riche, extrêmement diversifié.*

*C'est l'occasion pour moi de remercier Fabienne Quiriau et toute son équipe pour sa compétence, sa motivation, son engagement, sa créativité.*

*Mais comment ne pas prendre conscience du contexte extrêmement inquiétant pour notre enfance fragilisée ? Quelques exemples illustreront mieux mon propos :*

*1. Le premier concerne les difficultés d'application de la loi de 2007, complétée par celle de 2016, et leur pierre angulaire : mettre l'enfant au cœur du dispositif de protection de l'enfance.*

*Vos associations sont souvent des aiguillons pour rappeler aux autorités de tutelle leur soumission à la loi ; le respect du maintien des liens inter- familiaux, en particulier dans le cadre du placement de fratries, est patent d'insuffisance dans sa concrétisation.*

*La réponse n'est pas à attendre de ce mouvement amorcé d'une rupture du lien. Gardons-nous des effets de mode, même de la pensée.*

*Sachons toujours rester à l'écoute des situations individuelles et évaluer pour chaque enfant ce qu'il en est réellement de ses attachements. Loin de toute idéologie dominante.*

*L'on peut aussi évoquer la question de la préparation à la sortie du dispositif, à conjuguer à la diminution des aides aux jeunes majeurs.*

*Et qu'en est-il de cette belle idée du projet de l'enfant (encore mieux s'il est réalisé avec lui)?*

*Je rappelle avec plaisir que ces questions sont élaborées, mais aussi les réponses à y apporter, au sein de nos commissions*

## *2. Le deuxième concerne les enfants en conflit avec la loi.*

*Nous connaissons tous l'augmentation du nombre des incarcérations, la plus importante depuis 15 ans en 1 an.*

*L'on constate une panne du dispositif des alternatives, pourtant riches : accueil de jour, stage civique, etc., alors que l'on ose rêver à une justice restauratrice !*

*Et n'oublions pas la sempiternelle critique idéologique des centres éducatifs fermés : l'éducation ne saurait être contrainte...mais est-elle autre chose dans son essence même?*

*Nous avons la preuve dans nos établissements qu'un passage en CEF peut arrêter la spirale de la délinquance par la rencontre avec des adultes qui constituent dans la durée une réponse adaptée*

*La France fait l'objet des observations de la commission de l'ONU, de manière réitérée, sur l'approche trop répressive de la justice des mineurs, son rapprochement avec celle des majeurs et le refus de fixation d'un âge de la responsabilité pénale*

*Nous rappelons en vain ces principes et revendiquons la réécriture de l'ordonnance de 1945. Nos interpellations des pouvoirs publics sont permanentes.*

## *3. Mon troisième exemple s'impose comme une évidence : la pauvreté des enfants : 3 millions d'enfants sous le seuil de la pauvreté en avril 2018, représentant 20 % des enfants français.*

*Un énième rapport vient d'être déposé, afin de prévenir la vulnérabilité des jeunes.*

*Ses réponses étaient attendues, et sont réitérées depuis des années : améliorer les parcours, les orientations, ouvrir les dispositifs aux plus démunis.*

*En bref : mettre fin au phénomène d'exclusion.*

*Et pourquoi ne pas le rappeler, cette exclusion est si propice à la quête d'une reconnaissance quelle qu'elle soit !... vous l'aurez compris, je vise le phénomène de la radicalisation dont ce n'est évidemment pas la seule explication.*

*Ce sera peut-être l'occasion pour nos pouvoirs publics de porter un regard plus positif sur la prévention spécialisée.*

## *4. Mon dernier exemple concernera les mineurs non accompagnés.*

*Outre la crispation de tous les dispositifs, l'attitude française est une insulte permanente à la tradition de reconnaissance aux mineurs du statut de protection.*

*Au passage, comment ne pas rappeler que la pratique des tests osseux a été maintenue par la loi de 2016, avec certes des réserves, alors que la majorité des législations européennes les a supprimés.*

*C'est une réelle honte de notre société que ce regard porté, non seulement indifférent souvent, mais de plus en plus hostile sur ses enfants.*

*Osons rappeler que tous les enfants ont des droits.*

*Combien d'adultes les méconnaissent encore, y compris des professionnels de l'enfance.*

*La CNAPE doit porter ces combats, et doit être une réelle sentinelle, ainsi qu'elle vient de le faire à l'occasion de la loi sur les violences sexuelles faites aux enfants.*

*Rendons notre fédération plus forte.*

*C'est dans cet esprit que j'ai fait avec le conseil d'administration et l'équipe du siège le pari de l'ancrage dans les territoires, avec des réunions décentralisées, l'embauche d'une personne identifiée pour animer le réseau, afin de faire connaître les difficultés, mais aussi les expériences novatrices, les mutualiser, et bien entendu sans oublier nos amis ultra marins dont les difficultés sont souvent exacerbées.*

*Faisons de la CNAPE l'interlocutrice incontournable des pouvoirs publics, et nous pouvons rappeler notre place d'importance au CNPE, au HCFE, nos rencontres avec les autorités indépendantes telles que le défenseur des droits, le contrôleur des lieux de privation de liberté et le CCNDH...*

*C'est dans cet objectif aussi que nous vous proposons une ouverture de notre approche et une appropriation plus large de la notion de protection de l'enfance, qui doit s'entendre comme la reconnaissance du droit à la bienveillance, mieux à la bien traitance de l'enfant, et au respect de ses besoins fondamentaux tels qu'ils ont été identifiés à l'occasion de la démarche de consensus.*

*Elle concerne tous les enfants, dans tous les dispositifs, de périnatalité, de scolarité, de santé...sans oublier leur environnement qu'il soit en famille (unie, séparée, monoparentale, recomposée..) ou dans un accueil substitutif choisi ou imposé.*

*Nos axes d'intervention sont nombreux à explorer encore.*

*C'est par la rencontre de tous les acteurs au service de tous les enfants que nous saurons aider et peut-être forcer les pouvoirs publics à construire une société réellement protectrice de l'enfant ainsi que nous y appelle la CIDE.*

*Faisons de la CNAPE la voix de tous les besoins et droits de tous les enfants ! »*

Le rapport d'activité et le rapport moral ne font pas l'objet de questions de l'assemblée.

***Mme BIGOT clôt ce point de l'ordre du jour,  
l'assemblée générale ayant entendu le rapport d'activité et son rapport moral.***

### **III- RENOUELEMENT DU TIERS SORTANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Mme BIGOT remercie vivement les administrateurs sortants et rappelle le cadre statutaire de l'élection du conseil : le vote a lieu par collège distinct et un maximum de quatre procurations est possible. La durée statutaire du mandat des administrateurs est de 3 ans. Au premier tour, la majorité absolue est nécessaire pour être élu. Au second tour la majorité relative suffit. En cas d'égalité, le candidat le plus jeune est élu. Une région ne peut être représentée par plus de deux administrateurs. Dans la mesure où deux candidats sont issus de la région Nord-Pas de Calais alors qu'il n'y a qu'un siège disponible, seul celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix sera élu.

Mme BIGOT rappelle à l'assemblée que 6 sièges sont à pourvoir au sein du collège des associations, le 6<sup>ème</sup> siège, correspondant à une fin de mandat de un an suite à une démission d'un administrateur. Elle propose à l'assemblée générale de pourvoir ces 6 sièges au cours d'un même scrutin.

Mme BIGOT soumet au vote la résolution n°2 :

*« L'assemblée générale décide d'attribuer les 6 sièges d'administrateur du collège des associations (5 mandats de 3 ans et une fin de mandat de 1 an) au cours du même scrutin, le siège en fin de mandat étant attribué à l'administrateur arrivant en 6ème position en nombre de voix. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 83      Contre : 1      Abstention : 0**

**La résolution n°2 est adoptée.**

Le conseil d'administration a validé le principe d'une présentation orale de chaque candidat ou, à défaut, du suppléant. Mme BIGOT invite les candidats au sein de chaque collège à se présenter :

- **Collège des associations** (10 candidats pour 5 + 1 sièges à pourvoir) :

*Patricia ADAM (ADSEA 29 - Bretagne)*

*Guillaume AUDEGON (AAES 59 - Nord Pas-de-Calais)*

*Daouia BEZAZ (REALISE 54 - Lorraine)*

*Marie-Pierre CLERC (ARSEA 67 - Alsace)*

*Emeline DESMETTRE (ABCD 62 - Nord Pas-de-Calais)*

*Arnaud GALLAIS (Enfant Présent 75 - Ile-de-France)*

*Jean-Etienne LIOTARD (Olga Spitzer 75 - Ile-de-France)*

*Bruno PIASTRELLI (ACTIF 34 - Languedoc-Roussillon)*

*Laetitia ZAMPESE (ADSEAO 60 - Picardie)*

*Nadia ZEGHMAR (SEA 26 - Rhône-Alpes)*

- **Collège des mouvements** (2 candidats pour 2 sièges à pourvoir) :

Denis BENAINOUS (FN3S)

Odile LALLEMAND (ADESSADOMICILE)

- **Collège des associations nationales représentant les usagers** (1 candidat pour 1 siège à pourvoir) :

Céline TRUONG

Mme BIGOT fait ensuite procéder à l'élection.

- **Résultat de l'élection des administrateurs du collège des associations**

Nombre d'inscrits : 124 associations

Votants : 65 Majorité absolue : 33 voix

Suffrages exprimés : 64

Candidat	Association	Voix obtenues	Résultat
Patricia ADAM	ADSEA 29	60	Elue
Guillaume AUDEGON	AAES 59	9	Non élu
Daouia BEZAZ	REALISE 54	41	Elue (fin de mandat)
Marie-Pierre CLERC	ARSEA 67	15	Non élue
Emeline DESMETTRE	ABCD 62	12	Non élue
Arnaud GALLAIS	Enfant Présent 75	41	Elu
Jean-Etienne LIOTARD	Olga Spitzer 75	26	Non élu
Bruno PIASTRELLI	ACTIF 34	55	Elu
Laetitia ZAMPESE	ADSEAO 60	50	Elue
Nadia ZEGHMAR	SEA 26	52	Elue

- **Résultat de l'élection des administrateurs du collège des mouvements**

Nombre d'inscrits : 11 mouvements

Votants : 10 Majorité absolue : 6 voix

Suffrages exprimés : 10

Candidat	Mouvement	Voix obtenues	Résultat
Denis BENAINOUS	FN3S	9	Elu
Odile LALLEMAND	ADESSADOMICILE	10	Elue

- **Résultat de l'élection des associations nationales représentant les usagers**

Nombre d'inscrits : 1 adhérent individuel

Votants : 1 Majorité absolue : 1 voix

Suffrages exprimés : 1

Candidat	Voix obtenues	Résultat
Céline TRUONG	1	Elue

Mme BIGOT remercie tous les candidats pour leur engagement auprès de la CNAPE et soumet au vote la résolution n°3 :

*« Les mandats des administrateurs Roland HARLAUX, Jean-François MINET, Jean-Jacques PENAUD, Bruno PIASTRELLI et Laetitia ZAMPESE (collège des associations), Denis BENAINOUS et Jean DE GAULLIER (collège des mouvements) et Chantal LAUREAU (collège des associations nationales représentant les usagers) sont arrivés à échéance.*

*L'assemblée générale élit Patricia ADAM, Arnaud GALLAIS, Bruno PIASTRELLI, Laetitia ZAMPESE, Nadia ZEGHMAR (collège des associations), Denis BENAINOUS, Odile LALLEMAND (collège des mouvements) et Céline TRUONG (collège des associations nationales représentant les usagers) pour un mandat de 3 ans. Leur mandat expirera lors de l'assemblée générale 2021 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.*

*L'assemblée générale élit Daouia BEZAZ (collège des associations) pour un mandat de 1 an. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale 2019 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 83      Contre : 0      Abstention : 0**

**La résolution n°3 est adoptée.**

#### **IV – PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES COMPTES DE L'EXERCICE 2017 - AUDITION DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES – AFFECTATION DU RESULTAT ET DES RESERVES - QUITUS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

M. CHAPUS, trésorier, rappelle que le rapport financier figure dans le rapport annuel puis présente l'analyse du compte d'exploitation de l'exercice 2017, qui fait apparaître un excédent de 124 087,40 €. Il explique que ce résultat tient à bonne performance "brute" (hors atténuation de la provision inscrite) des produits de cotisations, des produits de formation et à plusieurs facteurs ponctuels qui ont favorablement impacté charges et produits, tels que le non remplacement d'un salarié, la perception d'IJSS et la compensation salariale d'un CIF, etc. Retraité de ces facteurs ponctuels, le résultat "normal" de l'exercice se situe à 50 k€. Il observe par ailleurs que, si le volume des cotisations augmente chaque année, le montant des provisions est également relativement élevé. Il rappelle, dans ce contexte, la réflexion en cours sur le barème de cotisation. La présentation de la situation bilantielle confirme la bonne santé financière de la CNAPE.

M. GARNIER, commissaire aux comptes, présente son rapport général sur les comptes 2017 qui font l'objet d'une certification pure et simple.

La présentation des comptes ne soulève pas de question particulière.

M. CHAPUS présente ensuite la situation des 19 associations qui n'ont pu s'acquitter de leur obligation de cotisation à hauteur du barème fixé par l'assemblée. Il indique en effet que l'article 4 des statuts stipule que les adhérents acquittent « une cotisation annuelle dont le montant et l'échéance sont fixés par l'assemblée générale ». Il appartient donc à l'assemblée générale de fixer le montant de la cotisation de ces associations, pour l'année 2017, au montant qu'elles ont versé, pour un total de 138 988 €. M. CHAPUS présente le bilan de l'évolution de ces cotisations, dont un suivi est réalisé par le conseil d'administration.

Mme BIGOT soumet au vote les résolutions suivantes :

Résolution n°4 :

*« Après avoir pris connaissance de la situation des associations à cotisation particulière, l'assemblée générale arrête la cotisation 2017 de ces associations aux montants versés. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 73      Contre : 4      Abstention : 8**

**La résolution n°4 est adoptée.**



Résolution n°5 :

*« L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport financier du trésorier et du rapport du commissaire aux comptes, du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2017, approuve les comptes de l'exercice 2017, donne quitus, pour leur gestion, au conseil d'administration, au trésorier et à la directrice générale. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 80      Contre : 0      Abstention : 0**

**La résolution n°5 est adoptée.**

Mme BIGOT remercie l'assemblée pour ce vote unanime.

M. CHAPUS informe ensuite l'assemblée que celle-ci doit voter la diminution de la réserve pour un montant de 198,9 €, représentant la part d'amortissement 2017 des travaux réalisés. Il rappelle que la réserve pour travaux de 20 000 euros constituée par l'assemblée générale du 12 mai 2005 a été utilisée pour financer des travaux d'aménagement des locaux décidés par le conseil d'administration les 23 mars 2006 et 20 juin 2007. Il ajoute que la réserve sera soldée après ce vote.

Mme BIGOT soumet au vote la résolution n°6 :

*« L'assemblée générale diminue la réserve pour travaux du montant 2017 de l'amortissement des travaux réalisés, soit 99,45 euros, pour l'affecter en report à nouveau. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 87      Contre : 0      Abstention : 0**

**La résolution n°6 est adoptée.**

M. CHAPUS indique que l'assemblée doit décider de l'affectation du résultat de l'exercice 2017. Conformément à la décision du conseil, il propose à l'assemblée générale de créer une ligne de réserve de 50 000 euros pour soutenir la recherche et l'innovation et d'affecter le solde du résultat excédentaire au report à nouveau.

Mme BIGOT soumet au vote la résolution n°7 :

*« L'assemblée générale affecte le résultat de l'exercice 2017, un excédent de 124 087,40 €, en réserve dédiée au soutien à l'innovation pour 50 000 € et le solde en report à nouveau, portant ce dernier à 335 543,01 €. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 82      Contre : 0      Abstention : 0**

**La résolution n°7 est adoptée.**

M. CHAPUS indique que, pour que le fonds soit rapidement opérationnel, l'assemblée doit donner mandat au conseil d'administration pour en définir les modalités d'utilisation.

Mme BIGOT soumet au vote la résolution n°8 :

*« L'assemblée générale mandate le conseil d'administration pour définir les modalités d'utilisation de la réserve dédiée à l'innovation. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 84      Contre : 0      Abstention : 0**

**La résolution n°8 est adoptée.**

M. GARNIER présente son rapport spécial sur les conventions réglementées. Celui-ci détaille les conventions passées avec des organismes qui ont des dirigeants communs. M. GARNIER indique que la CNAPE a souscrit auprès de Mediassoc une adhésion collective au bénéfice de l'ensemble

des adhérents, pour un montant de 1 000 euros, et constaté un produit de 15 000 euros au titre de participation aux frais de communication. Cette convention existe depuis plusieurs années et le conseil d'administration du 3 février 2017 en a validé de nouveau le principe. Le mandataire commun aux deux associations en 2017 était M. BOUCHON, administrateur de Mediassoc et vice-président de la CNAPE.

Mme BIGOT soumet au vote la résolution n°9 :

*« Après lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées, l'assemblée générale en approuve les termes. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 80      Contre : 2      Abstention : 1**

**La résolution n°9 est adoptée.**

A ce moment de l'assemblée générale, Mme BIGOT suspend l'ordre du jour pour laisser place à un temps dédié au 70ème anniversaire de la CNAPE. Elle informe l'assemblée que la conférence anniversaire de la CNAPE sur le thème du droit à la protection de l'enfant se déroulera au Sénat le 16 novembre.

Mme AVENARD, Défenseure des enfants et présidente du jury du concours de dessins, communique les résultats parmi les 253 dessins reçus. Sur le thème "Dessine les événements qui ont marqué ta vie", le concours était ouvert aux enfants et jeunes accueillis ou accompagnés par les associations adhérentes de la CNAPE.

Mme QUIRIAU présente l'exposition itinérante retraçant l'histoire de la CNAPE sur 8 supports "rollup". Cette exposition est à la disposition des adhérents. Elle remercie les différents soutiens qui ont contribué au succès du 70e anniversaire, dont Jean-Paul ORIENT, qui a coordonné les recherches et le numéro historique du magazine Forum à paraître.

Mmes AUBERT et TAILLEUX présentent une contribution rédigée par les mouvements à l'occasion du 70e anniversaire de la CNAPE :

*"Les mouvements réunis en collège à la CNAPE, ainsi que le collège des usagers, ont souhaité écrire un même texte en reprenant des positionnements communs :*

*Le projet stratégique de la CNAPE, passant de la notion de « protection de l'enfance » conçue comme dispositif, à la protection de l'enfant au sens large, quel que soit cet enfant, permet de nourrir la notion d'intérêt de l'enfant d'une approche par son bien-être, d'ouvrir à des dynamiques d'action positives tournées vers l'avenir dans lesquelles nous retrouvons nos propres approches associatives dans leur diversité.*

*Cette approche qui permet de prendre en compte toutes les actions dites de prévention au sens le plus large est pour nous essentielle. Cette vision politique commune renforce les prises de positions de la CNAPE et féconde l'action de nos propres mouvements.*

*La dialectique associations /mouvements dans laquelle chacun se trouve à égalité permet de « balayer » tout le champ de la protection de l'enfant. Au-delà des contraintes administratives et financières portées par les associations, la diversité des mouvements contribue en élargissant les regards et les approches à se recentrer sans cesse sur le sens de nos actions, à questionner les marges de liberté, à offrir des espaces de pensée, de respiration voire d'inspiration dans une vision nationale très ouverte.*

*La CNAPE va fêter ses 70 ans. Nous sommes accueillis en tant que mouvements à la CNAPE, à la suite d'une longue histoire.*

*En décembre 2005, l'UNASEA réunissait l'Association Nationale des placements familiaux (ANPF), le Carrefour national Echanges Techniques Tutelles aux prestations sociales enfants (CETT) qui deviendra le CNDPF, Citoyens et Justice, le Carrefour National de l'Action Educative en Milieu Ouvert (CNAEMO), le Comité National de Liaison des associations de prévention spécialisée (CNLAPS), la Fédération Nationale de la Médiation Familiale (FENAMEF), la Fédération Nationale des Services Sociaux Spécialisés en protection de l'enfance (FN3S). Certaines de ces fédérations et mouvements mettaient en commun leurs convictions, leurs compétences et allaient expérimenter un travail conjoint autour de chantiers législatifs majeurs en 2006 et 2007 tels que la réforme de la protection de l'enfance ou la loi relative à la prévention de la délinquance. C'est ainsi que s'est créée la CNAPE en 2010.*

*La mise en œuvre de cette nouvelle organisation ne s'est pas faite sans tension ni conflit et nous tenons à saluer la force de conviction et la pugnacité de Fabienne Quiriau, qui a toujours défendu et mis en avant l'intérêt des différentes composantes de la CNAPE. Pour les mouvements, c'est alors la reconnaissance de leurs missions au sein de la protection de l'enfance à côté des associations gestionnaires. Depuis lors, d'autres nous ont rejoints : l'ANMECS, la FENAAH, l'UNAPP, la FNLV, l'ANPAEJ, ADESSADOMICILE et ATD Quart Monde en tant que représentant des usagers.*

*L'engagement militant est pour nous une force ; il importe de le revisiter en décelant ce qui bouge, dans un contexte de décroissance.*

### **Que signifie aujourd'hui l'engagement ?**

*L'engagement a une place particulière en protection de l'enfance. Il est au fondement de l'action des professionnels et des non professionnels au sein d'un projet commun et lui donne sens. Reconnu comme un réel pouvoir d'agir, il est gage d'ouverture, de permanence des actions, d'accès aux droits, d'expression d'une citoyenneté partagée sur un territoire donné. Porté par des valeurs communes, l'engagement offre de nombreuses opportunités de diversification et d'articulation des actions et des acteurs. L'engagement des jeunes et des familles reste à promouvoir notamment au sein des projets associatifs.*

*Il a pour nom parrainage, soutiens associatifs divers, soutien de voisinage, médiatisation de la relation, etc.*

*Quelques exemples :*

- *ATD Quart Monde qui a expérimenté que les formations communes entre parents et professionnels transforment les pratiques et les représentations des uns et des autres, et souhaite que des co-formations sur le besoin de l'enfant puissent se développer ;*
- *Pour la FNLV, le lancement d'un travail de recherche sur la diversité des lieux de vie et d'accueil ;*
- *L'UNAPP est engagée dans une recherche action validée par l'ONPE sur les ressources des familles et de leur entourage en protection de l'enfance ;*
- *Le CNAEMO, avec la CNAPE, puis avec le CNDPF et plus récemment avec la FN3S, s'efforce de rendre lisible, d'explicitier les actions menées par les professionnels de terrain et de promouvoir les articulations entre les différentes mesures de milieu ouvert. Deux guides ont été publiés, un troisième est en cours ;*
- *Le CNDPF a rencontré Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, afin de lui exposer les actions menées et les possibilités offertes par notre mouvement pour accompagner les personnes en situations de précarité et pauvreté ;*
- *L'ANPF est engagée dans le soutien aux professionnels dans l'exercice de leurs missions par sa participation à un groupe de travail ministériel donnant lieu à la construction d'un guide « Les assistants familiaux, des professionnels au cœur de la protection de l'enfance » ;*
- *Enfin, dans la continuité de sa pratique de la prévention des ruptures, l'ANPAEJ s'est engagée dans un plan de prévention de la radicalisation auprès des jeunes vulnérables, publics prioritaires des PAEJ.*

### **En conclusion**

*Pour nous, être membre de la CNAPE, c'est la volonté et l'assurance de débats et de travaux sur les questions de protection de l'enfance, une réflexion sans cesse renouvelée avec des acteurs très différents, des mises en perspectives, la participation à des recherches mais également des soutiens techniques et logistiques.*

*Cette ouverture est une richesse à renforcer, pour partager au sein de la CNAPE des réussites des lieux de vie et d'accueil, des liens entre pauvreté et protection de l'enfance, des co-formations d'ATD Quart-Monde, du potentiel de l'entourage des enfants et des familles, des projets expérimentaux, des actions collectives et culturelles, etc.*

*Cette richesse donne plus de force à une parole portée nationalement en notre nom par la CNAPE, à sa reconnaissance et sa légitimité en tant qu'expert « de terrain » quels que soient les gouvernements en place.*

*Bon anniversaire à la CNAPE et souhaitons nous de bien répondre, ensemble, aux besoins des enfants !"*

M. WUSTNER, adhérent individuel, observe que son collège ne se réunit pas. Il souhaite que soient mieux connues les motivations très diverses des adhérents de ce collège pour, dans la mesure du possible, les faire plus participer aux évolutions et changements de la CNAPE.

Mme BIGOT remercie M. WUSTNER pour son intervention et confirme que le collège des adhérents individuels regroupe de nombreuses compétences que la CNAPE doit savoir utiliser.

## **V- ADOPTION DU BUDGET 2018 ET FIXATION DES BAREMES DE COTISATION 2019**

M. CHAPUS présente le projet de budget 2018, adopté par le conseil d'administration du 15 décembre 2017 :

*"Fait nouveau, le budget n'est pas présenté à l'équilibre. Cela tient essentiellement à 3 facteurs nouveaux en 2018 :*

*- le recentrage des activités de la CNAPE sur la protection de l'enfant, qui prive la fédération de la part de cotisations perçues jusqu'à présent sur les activités des établissements et services médico-sociaux adultes. Impact estimé: - 80 k€ sur la base des cotisations 2017 ;*

*- l'embauche d'une conseillère technique pour l'animation des territoires (en plus d'une conseillère technique sur les questions médico-sociales enfance et jeunes adultes, les vulnérabilités et la prévention). Impact : + 54k€ sur 11 mois, sans compter les coûts associés de ce poste (nombreux déplacements, organisation de réunions, etc.).*

*- l'organisation du 70e anniversaire, qui va occasionner des charges supplémentaires sur l'année 2018, estimées à 53 k€ ;*

*Ces trois éléments, dont les deux premiers sont pérennes, pèsent pour presque 200 k€ à eux seuls.*

*Au-delà de l'investissement dans l'équipe du siège, la CNAPE investit également en 2018 pour rénover et développer ses outils de communication : site internet, équipement de visioconférence, kit du délégué régional, kit du nouvel adhérent, actualisation des supports avec le nouveau logo (plaquette, têtes de lettres, cartes de visite, etc.).*

*Cette prévision budgétaire pourra évoluer en fonction de la réalisation de certaines ressources, dont les lignes "cotisations" en augmentation régulière (inscrite au budget en reconduction du produit net 2017 diminué de la part du médico-social adulte), "formations" (prévue en baisse, avec un séminaire de prévention spécialisée qui sera en concurrence avec les journées du CNLAPS en 2018, mais avec l'organisation d'une formation supplémentaire sur les droits de l'enfant) et des partenariats qui pourront être mis en place dans le cadre du 70e anniversaire.*

*Enfin, le chantier du barème de la cotisation a été ouvert, avec la mise en place d'un groupe de travail. Il doit répondre à différentes contraintes : déterminer un modèle de cotisation cohérent avec le périmètre de représentation de la CNAPE, simple à appliquer, permettant de maintenir l'équilibre financier d'une CNAPE en développement, tout en pesant moins sur les charges des adhérents. Ces contraintes, peu évidentes à concilier, montrent plus que jamais la nécessité de développer les ressources de la CNAPE, prioritairement par la croissance du nombre de ses adhérents, pour permettre un retour rapide à l'équilibre et, à moyen terme, une baisse du barème de cotisation.*

*Les charges sont prévues à 1 313 500 €, en hausse de 117 820 euros (+ 10%) par rapport au réalisé 2017 et les produits sont prévus à 1 213 500 €, en baisse de 106 268 € (- 8%). Le résultat présente donc un déficit de 100 k€.*

*L'année 2018 s'annonce donc délicate sur le plan financier, mais elle traduit la volonté de la CNAPE d'aller au devant de son développement. Ses réserves (761 k€ au 1er janvier 2017, hors résultat 2017) lui permettent cette prise de risques temporaire, qui s'inscrit dans une véritable stratégie. Ces investissements, nécessaires, devraient en effet se traduire par une augmentation du nombre des adhérents."*

L'assemblée n'ayant pas de question sur la proposition de budget 2018, Mme BIGOT met au vote la résolution n°10 :

*« L'assemblée générale, après en avoir pris connaissance, approuve le budget prévisionnel pour l'exercice 2018. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 70      Contre : 1      Abstention : 3**

**La résolution n°10 est adoptée.**

M. CHAPUS présente ensuite la proposition du conseil d'administration pour les barèmes de cotisation 2019. Il s'agit de la reconduction des barèmes 2018 :

- Pour le collège des associations, taux de 1 pour mille du chiffre d'activité N-2, avec un minimum de 200 euros et un maximum de 25.000 euros ;

- Pour les collèges des mouvements et groupements et des associations nationales d'usagers, taux de 1% du chiffre d'activité N-2 avec un minimum de 200 euros et un maximum de 4.000 euros ;
- Pour le collège des adhérents individuels, cotisation de 15 euros.
- La date d'exigibilité de la cotisation est fixée au 31 janvier 2019 et la date limite de versement au 15 avril 2019.

M. CHAPUS rappelle que la cotisation minimale s'adresse uniquement aux adhérents pour lesquels l'application du taux de cotisation donnerait un montant inférieur à 200 euros. Ces barèmes sont applicables aux ressources des associations pour la part de leurs activités qui sont dans le champ de représentation de la CNAPE, sauf dérogation particulière accordée par le conseil d'administration de la CNAPE (association en cours de mise à niveau ou en grande difficulté financière). Il rappelle également le barème réservé aux nouveaux adhérents, adopté par l'assemblée générale du 20 mai 2011, qui permet d'inscrire progressivement la charge de la cotisation dans les budgets. Il rappelle enfin que le conseil d'administration a décidé de conditionner plusieurs services de la fédération au versement de la cotisation avant la fin du premier semestre, sauf cas des paiements en 3 fois.

M. CHAPUS informe l'assemblée de la réflexion en cours du conseil sur l'assiette et le taux de cotisation, qui devrait faire évoluer le barème à courte échéance.

La proposition des barèmes de cotisation 2019 n'appelant pas d'observation, Mme BIGOT met au vote la résolution n°11 :

*« L'assemblée générale vote, pour 2019, les barèmes de cotisation par collège suivants :*

- *Pour les associations : taux de 1 pour mille du chiffre d'activité N-2, avec un minimum de 200 euros et un maximum de 25.000 euros ;*
- *Pour les mouvements et groupements et les associations nationales d'usagers : taux de 1% du chiffre d'activité N-2, avec un minimum de 200 euros et un maximum de 4.000 euros ;*
- *Cotisation fixe pour les adhérents individuels : 15 euros.*

*Elle fixe la date d'exigibilité au 31 janvier et la date limite de paiement au 15 avril 2019. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 77      Contre : 2      Abstention : 1**

**La résolution n°11 est adoptée.**

## **VI- CHAMP DE REPRESENTATION DE LA CNAPE**

Mme BIGOT introduit la question de l'évolution du champ de représentation de la CNAPE, qui n'entraîne aucune modification des statuts. Elle rappelle qu'un courrier explicatif avait été envoyé aux adhérents en novembre 2017 et une note jointe au dossier de l'assemblée générale afin de préparer la réflexion :

*"Le conseil d'administration du 6 octobre 2017 s'est saisi d'une réflexion sur le champ de représentation de la CNAPE et a décidé un recentrage des activités de la fédération sur l'enfance et la jeunesse, dans le but de renforcer son identité dans le paysage des représentations nationales.*

*Cette décision stratégique a fait l'objet d'un courrier détaillé à chaque adhérent début novembre 2017. Constituant une évolution significative dans le positionnement de la CNAPE, elle fait l'objet d'un point à l'ordre du jour de l'assemblée générale du 25 mai 2018, qui se prononcera définitivement sur le sujet.*

*La CNAPE deviendrait ainsi la fédération de la protection de l'enfant, l'enfant "dans tous ses états" (secteurs ASE, PJJ et médico-social, insertion), pour une tranche d'âge enfance/jeunesse allant jusqu'à 25 ans. Ce recentrage intégrerait toutes les activités où il est question de prévention, de développement et de bien-être de l'enfant, sujets qui sont l'objet des travaux et préoccupations de la CNAPE, de manière transversale.*

*L'activité de la CNAPE n'intégrerait en revanche plus le champ des adultes (plus de 25 ans), dont les représentations nationales sont nombreuses, mais des partenariats pourront être mis en place avec d'autres têtes de réseau pour répondre aux préoccupations des adhérents concernés.*

*En l'attente de la décision de l'assemblée générale, le conseil a décidé d'un moratoire sur les questions médico-sociales adultes au 1er janvier 2018 (il n'a pas été appelé de cotisation sur ce champ, pour un impact de l'ordre de -80k€) et d'autoriser les recrutements pour répondre aux priorités identifiées, dont l'animation des territoires.*

*Par ailleurs, le champ de représentation de la CNAPE étant étroitement lié à la définition de l'assiette de la cotisation, une réflexion a été engagée avec la mise en place d'un groupe de travail sur le barème de cotisation. Il est chargé de faire des propositions pour favoriser le développement de la CNAPE, dans un contexte où la pression sur les financements des associations est plus forte chaque année."*

Mme BIGOT ouvre le débat.

M. SOMNARD (ASEAC 19) rappelle que les travaux prospectifs évoquaient l'enfance, la jeunesse et la famille. Il s'interroge sur la place de la famille dans ce contexte.

Mme BIGOT répond que l'on considère bien l'enfant dans son environnement, le premier étant sa famille.

M. DE LA SOUJEOLLE (La Landelle 81) remercie la distinction enfance/enfant qui est faite dans le sigle CNAPE et l'expression "la protection de l'enfant". Il pense que cela convoque à quelque chose de plus concret, profond et durable.

Mme ZAMPESE (ADSEAO 60) demande jusqu'à quel âge porte le champ de l'enfance et la jeunesse.

Mme BIGOT répond jusqu'à 25 ans.

M. GAUTHIER regrette que les ESAT et foyers sortent du champ de la CNAPE.

Mme QUIRIAU répond que cela correspond au défi de développer une expertise sur toute l'enfance et la jeunesse et les problématiques qui les concernent. Il est de l'intérêt de la CNAPE d'être une fédération thématique identifiée et experte. Des partenariats pourront cependant être mis en place sur des sujets connexes que la CNAPE ne porte pas directement.

M. ORIENT (adhérent individuel) partage cette approche mais pense qu'on ne peut évacuer l'histoire tout comme les parcours de certains enfants dans différentes structures. Il pense qu'il ne faut pas trop cloisonner.

Mme BIGOT répond qu'il s'agit justement du projet : aborder l'enfant d'une façon globale.

M. WUSTNER (adhérent individuel) relève que l'on peut être sous tutelle à 18 ans ou en ESAT à 20 ans. Il invite à communiquer clairement sur l'intervalle du champ de compétences de la CNAPE et à travailler des partenariats avec les associations compétentes sur les autres sujets.

Mme QUIRIAU répond que la CNAPE travaille à développer des sujets et une expertise sur tout ce qui se joue avant l'âge adulte, notamment la prévention et les vulnérabilités. La CNAPE ayant son propre champ d'expertise, elle doit savoir passer le relais aux autres fédérations sur certaines questions.

Le débat prenant fin, Mme BIGOT met au vote la résolution n°12 :

*« L'assemblée générale, après en avoir débattu, décide de renforcer l'identité de la CNAPE par un recentrage de son activité sur toutes les questions relatives à l'enfance et la jeunesse. »*

Résultat du vote électronique :

**Pour : 69      Contre : 3      Abstention : 7**

**La résolution n°12 est adoptée.**

Mme BIGOT donne ensuite la parole à Alice BOSSIERE, secrétaire générale adjointe de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

Mme BOSSIERE présente la réglementation sur les représentants d'intérêt, qui crée des obligations nouvelles pour certaines catégories d'acteurs comme les fédérations nationales et concernera plus directement les associations adhérentes à l'occasion de l'élargissement à venir de la liste des contacts aux représentants des pouvoirs publics sur les territoires.

Mme BIGOT remercie Mme BOSSIERE pour son intervention et clôt l'assemblée générale à 16h00.

Josiane BIGOT  
Présidente

Bénédicte AUBERT  
Secrétaire Générale